



Nous assistons depuis quelques semaines à une vague d'arrestations ciblées de personnalités qui sont par la suite écrouées dans les prisons.

Nous avons toujours dénoncé les détourneurs de fonds et les prevaricateurs de la fortune publique. Les mettre hors d'état de nuire c'est bien pour la salubrité publique en matière de gouvernance. Les mettre hors d'état de nuire dans le respect de la présomption d'innocence c'est également bien. Une justice indépendante et équitable c'est encore mieux. En sommes-nous là? Nous en doutons fortement au vu de ces arrestations sur fond de spectacularisation qui se font à dose homéopathique et qui participent en réalité de la diversion, de la distraction et surtout de l'enfumage en vue de régler des comptes politiques.

Nous sommes à quelques mois de l'élection présidentielle de 2018. Nous mettons en garde une fois de plus ceux qui procèdent dans l'ombre à l'instrumentalisation de la corruption ou des détournements de fonds publics pour régler les comptes politiques ou pour bâtir une stratégie bien huilée de dévolution du pouvoir en se servant de ce stratagème pour éliminer d'éventuels concurrents politiques.

Des compatriotes - qui sont pour certains déjà candidats à la prochaine élection présidentielle - qui n'ont jamais eu maille à partir avec la justice et qui n'ont jamais géré la fortune publique seraient les personnes réellement visées par la reprise de l'opération dite «épervier». On

brandit toutes ces arrestations ethniques et communautairement séquencées pour en fait procéder, d'après ce qui nous revient, à l'élimination politique de certains candidats à l'élection présidentielle de 2018.

Ce jeu macabre et potentiellement explosif pour notre pays doit s'arrêter, si telle est l'intention de ceux qui nous gouvernent pour le moment.

Nous prenons les camerounais et l'opinion internationale à témoin afin que si demain les tenants provisoires du pouvoir tentaient d'éliminer par quelque moyen que ce soit certains candidats déclarés à la présidentielle de 2018, qu'ils comprennent qu'il ne s'agit point de justice mais de manipulation politique. Et qu'à ce titre, nous aviserons. Notre réaction sera à la hauteur de la provocation.

Le peuple camerounais doit désormais renforcer son éveil et redoubler de vigilance sur chaque fait et geste venant de ceux qui nous dirigent.

Fait à Douala le 27 mars 2018.
Honorable Jean Michel Nintcheu
Député à l'Assemblée nationale